

«Retombées du vote européen» dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (30 novembre 1977)

Légende: Le 30 novembre 1977, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung estime que la première élection du Parlement européen au suffrage universel direct pourrait modifier les structures des partis politiques en Europe occidentale.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 30.11.1977, Nr. 278. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Wirkungen der Europa-Wahl", auteur:Wenz, Dieter , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/retombees_du_vote_europeen_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_30_novembre_1977-fr-912229ee-e614-4b3f-b3ec-9dc472ae9009.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Retombées du vote européen

Par Dieter Wenz

Il est de bon ton de ne pas prendre trop au sérieux les premières élections du Parlement européen qui sont prévues pour l'année prochaine. Elles pourraient pourtant modifier les structures politiques des partis en Europe de l'Ouest, et même en République fédérale. Dans les comités centraux des partis, certaines personnes sont tout à fait conscientes des chances et des dangers que représentent les espoirs européens pouvant naître soudainement. Mais la primauté de la politique intérieure épuise les appareils politiques dans tous les pays de la Communauté européenne. Les questions du jour absorbent à tel point les hommes politiques de métier qu'ils s'orientent vers une perspective à court terme. Nombreux sont ceux qui espèrent aussi secrètement que l'Europe ne verra pas le jour. Finalement, les gouvernements de Londres et de Paris ont stipulé que l'on ne devrait pas attribuer d'autres compétences au Parlement à Strasbourg, du moins pas dans l'immédiat, même si elles étaient décidées directement par le peuple. Les «souverainetés nationales» doivent rester intactes. Et pourtant les impulsions sont évidentes, à «l'intérieur» comme «à l'extérieur», et pourraient provoquer un changement de la politique traditionnelle.

«À l'intérieur», dans la Communauté des Neuf, des groupements de partis se sont formés; au Parlement européen, ils apparaissent sous forme de groupes parlementaires. Pour l'instant, ils exercent peu d'influence sur les différents partis nationaux, mais celle-ci devrait inévitablement s'accroître, si le suffrage direct, qui constitue la «dernière grande chance pour l'Europe» – c'est ainsi qu'on qualifie en grande partie cette entreprise –, devait avoir un avenir sérieux au-delà des premières élections. Et tous prétendent qu'ils y pensent sérieusement.

Au sein du «Parti populaire européen» (PPE), des groupements de partis aussi différents que la CDU/CSU, dont la branche bavaroise veut s'engager dans la campagne électorale européenne avec le slogan «Liberté ou front populaire», et les démocrates-chrétiens, parti du Premier ministre belge Tindemans, qui forment actuellement un gouvernement de coalition avec les socialistes, sont amenés à prendre des décisions communes, en tenant compte de leurs orientations et du contexte historique. Au sein de l'«Alliance des partis sociaux-démocrates», le SPD, qui se retrouve vraiment isolé dans l'Internationale socialiste à cause de son orientation anti-front populaire, tout du moins très marquée dans ses propos, et le parti socialiste de Mitterrand, lié au parti communiste français par le «programme gouvernemental» de 1972, doivent trouver une orientation commune.

Au Parlement européen, la CDU et la «Democrazia Cristiana (DC)», qui s'est engagée dans son pays avec les communistes italiens de Berlinguer, siègent sur les bancs du même groupe parlementaire démocrate-chrétien. La CDU avait pris part à la dernière campagne électorale du Bundestag avec le slogan «la liberté au lieu du socialisme». Au Parlement de Strasbourg, elle a toutefois, grâce au soutien électoral des communistes, élevé au rang de président du Parlement M. Colombo, le représentant du parti frère italien, la DC, et a en contrepartie désigné le communiste français Bordu pour représenter Colombo. À Strasbourg, on fait l'éloge de la «coopération remarquablement constructive» de la CDU avec les communistes français et italiens dans les différents comités du Parlement. Toutes les études réalisées sur la composition future du Parlement européen laissent supposer une égalité presque parfaite entre les différents groupes de partis. Le SPD, en tant que membre du groupe parlementaire socialiste, ne pourra alors pas renoncer au soutien communiste occasionnel, s'il veut imposer sa volonté politique. Le groupe parlementaire socialiste le voudra avec certitude. De telles décisions auront des répercussions jusque dans les structures des partis.

«À l'extérieur», les mouvements sont encore plus nets. Cet été, la CSU a fait sensation en se révoltant contre les formations de partis traditionnelles. Les Bavarois ont laissé entendre à leur parti frère, la CDU, que le plan Kreuther qui avait fait l'objet d'une controverse et qui visait à faire de la CSU le quatrième parti de la République fédérale, pourrait être remis au goût du jour lors des élections européennes. Aujourd'hui, cela ne semble plus tout à fait d'actualité, mais rien n'est vraiment défini. À Munich, on estime toujours que le spectre établi des partis tel qu'il s'est formé et a su montrer son efficacité depuis longtemps ne vaut pas grand-chose. Même si ce jugement ne reposait sur rien de plus qu'un problème d'arithmétique, on considère les vieux sentiers comme battus, usés. La nouveauté est censée y remédier.

Une nouveauté d'un tel genre angoisse également le SPD. À juste titre, il craint d'être poussé du quatrième parti de droite vers le cinquième parti de gauche, à ses dépens. Brandt sait pourquoi il prend tellement au sérieux les professeurs et les intellectuels de gauche à propos de la «liste verte», qui vient d'annoncer sa candidature «test» aux élections européennes. Ces jours-ci, le BBU (*Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz*), qui réunit près de mille initiatives privées, a fait de même. Le DKP (parti communiste allemand) a décidé de composer ses listes pour Strasbourg non seulement de personnes adhérant au Parti, mais également de l'ouvrir à des «candidats indépendants», si possible connus. La méthode pourrait faire école. Même le SPD est maintenant soupçonné de penser dans ce sens: il a les bras grand ouverts et il n'y en a pas mal qui sont prêts à passer aux actes.

Les élections européennes, dont la date entrera peut-être un jour dans l'histoire, ont-elles commencé à diviser les intentions politiques jusqu'alors unies? Pourraient-elles constituer une ébauche pour certaines «explications», que certains trouveront plutôt inquiétantes et d'autres peut-être purificatrices?